

De quel réel cette crise est-elle le spectacle ?

L'effondrement des Bourses est celui d'un capitalisme carnassier au cours, par nature, irrationnel. Le retour au réel s'impose

Telle qu'on nous la présente, la crise planétaire de la finance ressemble à un de ces mauvais films concoctés par l'usine à succès préformés qu'on appelle aujourd'hui le « cinéma ». Rien n'y manque, y compris les rebondissements qui terrorisent : impossible d'empêcher le vendredi noir, tout s'écroule, tout va s'écrouler...

Mais l'espoir demeure. Sur le devant de la scène, hagards et concentrés comme dans un film catastrophe, la petite escouade des puissants, les pompiers du feu monétaire, les Sarkozy, Paulson, Merkel, Brown et autres Trichet, engouffrent dans le trou central des milliers de milliards. « Sauver les banques ! » Ce noble cri humaniste et démocratique jaillit de toutes les poitrines politiques et médiatiques. Pour les acteurs directs du film, c'est-à-dire les riches, leurs servants, leurs parasites, ceux qui les envient et ceux qui les encensent, un happy end, je le crois, je le sens, est inévitable, compte tenu de ce que sont aujourd'hui et le monde, et les politiques qui s'y déploient.

Tournons-nous plutôt vers les spectateurs de ce show, la foule abasourdie qui entend comme un vacarme lointain l'hallali des banques aux abois, devine les week-ends harassants de la glorieuse petite troupe des chefs de gouvernement, voit passer des chiffres aussi gigantesques qu'obscurs, et y compare machinalement les ressources qui sont les siennes, ou même, pour une part très considérable de l'humanité, la pure et simple non-ressource qui fait le fond amer et courageux à la fois de sa

Alain Badiou

Philosophe, romancier, éditeur

vie. Je dis que là est le réel, et que nous n'y aurons accès qu'en nous détournant de l'écran du spectacle pour considérer la masse invisible de ceux pour qui le film catastrophe, dénouement à l'eau de rose compris (Sarkozy embrasse Merkel, et tout le monde pleure de joie), ne fut jamais qu'un théâtre d'ombres.

On a souvent parlé ces dernières semaines de « l'économie réelle » (la production des biens). On lui a opposé l'économie irréaliste (la spéculation) d'où venait tout le mal, vu que ses agents étaient devenus « irresponsables », « irrationnels », et « prédateurs ». Cette distinction est évidemment absurde. Le capitalisme financier est depuis cinq siècles une pièce majeure du capitalisme en général. Quant aux propriétaires et animateurs de ce système, ils ne sont, par définition, « responsables » que des profits, leur « rationalité » est mesurable aux gains, et prédateurs, non seulement ils le sont, mais ont le devoir de l'être.

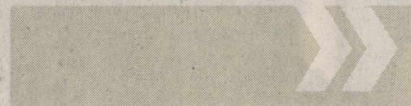
Il n'y a donc rien de plus « réel » dans la soute de la production capitaliste que dans son étage marchand ou son compartiment spéculatif. Le retour au réel ne saurait être le mouvement qui conduit de la mauvaise spéculation « irrationnelle » à la saine production. Il est celui du retour à la vie, immédiate et réfléchie, de tous ceux qui habitent ce monde. C'est de là qu'on peut observer sans faiblir le capitalisme, y compris le film

catastrophe qu'il nous impose ces temps-ci. Le réel n'est pas ce film, mais la salle.

Que voit-on, ainsi détourné, ou retourné ? On voit, ce qui s'appelle voir, des choses simples et connues de longue date : le capitalisme n'est qu'un banditisme, irrationnel dans son essence et dévastateur dans son devenir. Il a toujours fait payer quelques courtes décennies de prospérité sauvagement inégalitaires par des crises



« Sauver les banques ! »
Ce noble cri humaniste
et démocratique jaillit
de toutes les poitrines
politiques et médiatiques



où disparaissaient des quantités astronomiques de valeurs, des expéditions punitives sanglantes dans toutes les zones jugées par lui stratégiques ou menaçantes, et des guerres mondiales où il se refaisait une santé.

Laissons au film-crise, ainsi revu, sa force didactique. Peut-on encore oser, face à la vie des gens qui le regardent, nous vanter un système qui remet l'organisation de la vie collective aux pulsions les plus basses, la cupidité, la rivalité, l'égoïsme machi-

nal ? Faire l'éloge d'une « démocratie » où les dirigeants sont si impunément les servants de l'appropriation financière privée qu'ils étonneraient Marx lui-même, qui qualifiait pourtant déjà les gouvernements, il y a cent soixante ans, de « fondés de pouvoir du capital » ? Affirmer qu'il est impossible de boucher le trou de la « Sécu », mais qu'on doit boucher sans compter les milliards le trou des banques ?

La seule chose qu'on puisse désirer dans cette affaire est que ce pouvoir didactique se retrouve dans les leçons tirées par les peuples, et non par les banquiers, les gouvernements qui les servent et les journaux qui servent les gouvernements, de toute cette sombre scène. Je vois deux niveaux articulés de ce retour du réel. Le premier est clairement politique. Comme le film l'a montré, le fétiche « démocratique » n'est que service empressé des banques. Son vrai nom, son nom technique, je le propose depuis longtemps, est : capitalo-parlementarisme. Il convient donc, comme de multiples expériences depuis vingt ans ont commencé à le faire, d'organiser une politique d'une nature différente.

Elle est et sera sans doute longtemps très à distance du pouvoir d'Etat, mais peu importe. Elle commence au ras du réel, par l'alliance pratique des gens les plus immédiatement disponibles pour l'inventer : les prolétaires nouveaux venus, d'Afrique ou d'ailleurs, et les intellectuels héritiers des batailles politiques des dernières décennies. Elle s'élargira en fonction de ce qu'elle saura faire, point par point. Elle n'entretiendra aucune espèce de rapport organique avec les partis existants et le sys-

tème, électoral et institutionnel, qui les fait vivre. Elle inventera la nouvelle discipline de ceux qui n'ont rien, leur capacité politique, la nouvelle idée de ce que serait leur victoire.

Le second niveau est idéologique. Il faut renverser le vieux verdict selon lequel nous serions dans « la fin des idéologies ». Nous voyons très clairement aujourd'hui que cette prétendue fin n'a d'autre réalité que le mot d'ordre « sauvons les banques ». Rien n'est plus important que de retrouver la passion des idées, et d'opposer au monde tel qu'il est une hypothèse générale, la certitude anticipée d'un tout autre cours des choses. Au spectacle maléfisant du capitalisme, nous opposons le réel des peuples, de l'existence de tous dans le mouvement propre des idées. Le motif d'une émancipation de l'humanité n'a rien perdu de sa puissance. Le mot « communisme », qui a longtemps nommé cette puissance, a certes été avili et prostitué.

Mais, aujourd'hui, sa disparition ne sert que les tenants de l'ordre, que les acteurs fébriles du film catastrophe. Nous allons le ressusciter, dans sa neuve clarté. Qui est aussi son ancienne vertu, quand Marx disait du communisme qu'il « rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles » et qu'il faisait surgir « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Rupture totale avec le capitalo-parlementarisme, politique inventée au ras du réel populaire, souveraineté de l'idée : tout est là, qui nous déprend du film de la crise et nous rend à la fusion de la pensée vive et de l'action organisée. ■

Non, l'Etat social n'est pas dépassé

Le marché est utile, mais l'intervention publique est indispensable

Le crédit est vital pour l'économie. Il permet de lancer des activités via la création ex nihilo de monnaie par les banques. La finance, elle, permet de rendre liquide ce qui ne l'est pas. La liquidité par excellence est la monnaie : avec elle, je peux acheter ce que je veux. Un euro vaudra toujours 1 euro. Une machine, un bâtiment, une créance pour un crédit accordé à autrui n'ont pas cette qualité. C'est tout l'intérêt des marchés financiers : ils permettent de rendre liquide ce qui ne l'est pas. Cela favorise la prise de risque.

Il est plus aisé d'avancer 1 000 euros ou 1 million d'euros à une entreprise, un particulier ou un Etat si on sait qu'on pourra à tout moment revendre la créance correspondante sur le marché financier contre de la monnaie. Parce qu'elles sont cruciales, les activités bancaires et financières doivent être encadrées par la puissance publique. Keynes l'a souligné : plus un marché financier est libéralisé, et plus il fonctionne selon une logique spéculative. Si je pense que la tendance dominante est à l'achat, il est rationnel d'acheter un titre et ce quelle que soit la solidité de sa contrepartie (capacité de l'emprunteur à rembourser son crédit, rentabilité de l'entreprise...). La croyance dominante conduisant à acheter, la demande excède l'offre, ce qui pousse le titre à la hausse. La prophétie est autoréalisatrice. J'ai eu raison d'acheter. Mais ce qui vaut à la hausse vaut à la baisse...

Le krach survient lorsque chacun cherche à vendre ses titres contre de la monnaie. Plus personne ne souhaite acheter. Liquide hier, le titre ne l'est plus. Sa valeur s'effondre. Chacun a soif de liquidité. Depuis plusieurs mois, les banques elles-mêmes, sur le marché interbancaire, refusent de se prêter de la liquidité. D'où le risque de dépression : à défaut de liquidité, une entreprise ne peut plus payer ses fournisseurs ou ses salaires.

Une crise de liquidité et, au-delà, une crise financière ne peuvent être jugulées que par une intervention massive et globale de la puissance publique. Le marché est autosuffisant pour faire des bulles, il ne l'a jamais été pour sortir d'un krach. Mais que faire pour ne pas retomber dans les errements du passé ? Pour répondre à cette question, il faut oser interroger une idée acceptée : celle selon laquelle nous vivons dans des économies de marché.

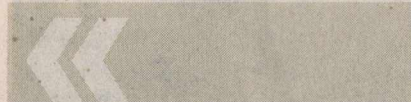
Cette idée passe outre la révolution que

Christophe Ramaux

Economiste, maître de conférences à l'université Paris-1

nous a légué le XX^e siècle : l'Etat social avec ses quatre piliers que sont la protection sociale, le droit du travail (et à la négociation collective), les services publics et les politiques économiques – budgétaire, monétaire, commerciale, réglementaire (de la finance et de la banque notamment), etc. – de soutien à l'activité. L'Etat social est-il dépassé ? D'aucuns le soutiennent en prétendant qu'il n'aurait été qu'un pâle dispositif adapté aux « trente glorieuses ».

C'est oublier que ses racines plongent bien avant. Condorcet et Paine plaident déjà pour l'intervention publique afin de réaliser le projet porté par les révolutions américaines puis française : construire



Le marché est autosuffisant pour faire des bulles, il ne l'a jamais été pour sortir d'un krach



une société démocratique d'égaux. C'est oublier qu'il est toujours là en dépit des réformes libérales de ces trente dernières années. Pour ne citer que ces exemples, la part des dépenses publiques sociales a augmenté de 5 points (de 16 % à 21 % du PIB) depuis 1980 en moyenne dans les pays de l'OCDE, tandis que l'emploi public, au sens large, représente un tiers des salariés en France.

C'est oublier surtout le bilan des réformes libérales. Le secteur financier et bancaire est celui qui a été le plus libéralisé et c'est par lui que tout explose. On peut prolonger la liste. La santé américaine privatisée n'est-elle pas la plus coûteuse au monde ? Les chantres de la retraite par capitalisation ne sont-ils pas aujourd'hui silen-

cieux ? Tony Blair n'a-t-il pas été contraint de créer des centaines de milliers d'emplois publics pour reconstruire les systèmes de santé et d'éducation ? L'austérité salariale n'est-elle pas responsable de l'endettement des ménages américains, anglais ou espagnols ? La zone euro qui a abandonné les politiques macroéconomiques n'est-elle pas celle qui a enregistré les plus piètres performances au cours des vingt dernières années ?

Nous ne vivons pas dans des économies de marché mais dans des économies avec du marché et de l'intervention publique. Et plus exactement avec du marché, du capital de l'intervention publique et de l'économie sociale. Quel poids accorder à l'un ou à l'autre ? Faut-il, par exemple, que l'endettement, qui n'est pas un mal en soi s'il permet de lancer des activités, soit public – car le public crée de la richesse – ou privé ? Autant de questions qui doivent revenir au centre du débat démocratique.

Accepter l'économie de marché revient à penser le fonctionnement de l'économie comme étant d'abord une somme de relations d'échanges individuelles. La théorie économique dominante, qui porte la responsabilité intellectuelle de la crise en cours, est ici à son aise. « *Au début sont les marchés* » : le reste vient ensuite, avec de l'intervention publique parfois justifiée... mais uniquement pour pallier les imperfections du marché et pour réaliser le programme du marché, l'objectif étant de se rapprocher des résultats supposés optimaux qu'on obtiendrait si on était en concurrence parfaite.

Les libéraux sont défaits. Mais gare aux sociaux-libéraux. Ceux-là plaident pour l'intervention publique, mais au service du marché. Les aides publiques à l'emploi, par exemple, pour faire baisser le coût du travail. Aussi et surtout, la socialisation des pertes bancaires afin de mieux privatiser les bénéfices de demain. Au cœur de la pensée keynésienne, il y a une idée simple : le marché est précieux, mais on ne peut lui confier ce qu'il ne sait pas faire.

L'intervention publique est nécessaire. Pas seulement pour pallier les imperfections sur les marchés : elle a sa positivité propre. Si du moins on accepte de considérer que le tout n'est pas réductible au jeu des parties, l'intérêt général à celui des intérêts particuliers. L'Etat social a aussi ses défauts. Ses quatre piliers n'en restent pas moins promis à un bel avenir. ■